

Développer une République des territoires

Comment faire des collectivités territoriales de véritables puissances publiques, dotées des moyens leur permettant d'impulser de réelles politiques écologiques, sociales et démocratiques au service des populations, pertinentes et adaptées ? Comment améliorer l'équilibre entre territoires pour qu'il n'y ait plus de lieux "oubliés", "périphériques", et travailler à un aménagement du territoire harmonieux et durable, mettant un terme à la politique de métropolisation qui a affaibli les territoires ruraux et les villes moyennes ?

Le mouvement des gilets jaunes a révélé des déséquilibres induits par les politiques d'aménagement du territoire conduites depuis des décennies. Les zones péri-urbaines, comme les quartiers populaires des villes ou les espaces ruraux¹ où se cumulent les inégalités, sont assez éloignés des préoccupations politiques qui concentrent les investissements plutôt dans les centres urbains. Or il est indispensable, pour une gauche écologiste, de tracer de nouvelles perspectives pour ces populations et ces territoires.

Même s'ils présentent une relative mixité, ils concentrent souvent difficultés sociales et problématiques environnementales, entre industries polluantes souvent implantées à proximité des quartiers en politique de la ville ou dans des campagnes isolées et logements sociaux en majorité proches d'infrastructures routières.

Face à la nécessité d'agir collectivement contre le changement climatique, les inégalités environnementales offrent une opportunité pour construire un large front sociologique et politique, en rapprochant les problématiques communes selon les territoires et les classes sociales, pour construire une dynamique positive et inclusive. C'est le rôle que doit jouer l'écologie politique.

1) Des mesures d'ampleur pour dynamiser tous les territoires

a- Les mobilités

L'un des grands enjeux pour l'équilibre de nos territoires et la réduction des inégalités est de reconnecter entre eux les territoires urbains, périphériques et ruraux.

En cohérence avec la révolution sociale et écologique des mobilités, il faut repenser en profondeur la politique de transports publics et les grands investissements associés : développement des trains régionaux, réouverture des lignes secondaires, augmentation des fréquences des petites lignes rurales et des transports en commun péri-urbains, développement de projets multimodaux...

¹ Les quartiers prioritaires de la politique de la ville regroupent 7,7% de la population, les zones rurales 21,4%.

L'alternative à la voiture individuelle passe par un maillage de transport en commun avec un réseau vélo et mode doux pour les mobilités de proximité.

b- L'accès aux services publics

Il faut restaurer leur présence partout :

- Une administration accessible : chaque bassin de vie doit offrir un panier de services publics à moins de 30 minutes. Il faudra augmenter le nombre de maisons France Services². Surtout, il faudra diminuer l'effort financier des collectivités et pérenniser ces financements. Ces maisons France Services doivent être des lieux d'accueil et d'orientation mais ne peuvent remplacer les agents publics des ministères ou services concernés : la qualité de l'accueil réside dans la capacité des interlocuteurs à répondre aux problèmes des usagers, parfois complexes, ce qui nécessite du temps et des compétences techniques pointues.
- Lorsque cela s'avérera pertinent, des solutions d'itinérance de certains services publics seront déployées afin de les rapprocher de populations très peu mobiles.
- Les « déserts médicaux » s'étendent année après année. Un plan national d'organisation territoriale de l'offre de soins s'appuiera sur le développement des maisons de santé pluridisciplinaires et la réorganisation de la médecine de ville dans une logique de maillage territorial, en actant la fin de la liberté d'installation des médecins.
- La nécessaire couverture numérique de l'intégralité du territoire : à l'heure où se déploie la 5G, essentiellement dans les grands centres urbains, il est primordial de terminer d'abord le plan France très haut débit, dont le financement étatique est pour l'instant insuffisant.

c- L'alimentation : un lien à restaurer entre villes et campagnes

Aller vers une alimentation locale de qualité est un levier essentiel, pour lutter contre le dérèglement climatique, pour l'égalité sociale, la santé et l'emploi local. C'est aussi une opportunité pour recréer du lien entre villes et campagnes et faire évoluer le rapport entre une aire urbaine et les terres qui l'entourent.

Nous proposons :

- Restauration scolaire : obligation de l'alternative végétarienne quotidienne, objectif de 100 % de produits issus de l'agriculture biologique et/ou locale, soutien fort de l'Etat aux régions publiques que ces nouvelles exigences pourraient fragiliser...
- Les communes ont leurs propres jardiniers et serres pour l'embellissement. Selon le même principe, favoriser la création de fermes municipales nourricières et pédagogiques pour les scolaires, les centres de loisirs, foyers logements... Leur production serait par la suite écoulee en circuits courts.
- Développement des halles alimentaires.

² 1300 structures labellisées à ce jour.

- Soutien aux collectivités pour l'achat de terres permettant l'installation de paysans via des baux emphytéotiques.

Des mesures nationales aideraient à développer ces dispositifs : amélioration de la traçabilité des produits, réorientation des formations en lycée agricole vers l'agroécologie, réforme de la PAC en subventionnant les agriculteurs dans leur transition écologique...

d- L'aménagement du territoire

Les choix politiques précédents mettaient la priorité sur l'attractivité des centres urbains. Nous, nous redynamiserons les territoires « périphériques » :

- Repenser la notion de mixité sociale et fonctionnelle en assumant des politiques de peuplement et d'emplois qui diminuent la pression sur les communes déjà très denses.
- Mettre en place des programmes d'investissement orientés davantage vers les territoires périphériques, vecteurs d'attractivité et d'emplois (hôpitaux, services publics de proximité, lieux d'excellence, organismes publics de formation, équipements sportifs et culturels).
- Favoriser la création d'emplois dans les territoires fragiles en y consacrant l'effort de relocalisation économique des activités productives rendue nécessaire par la conversion écologique de l'économie.

e- La politique de la ville

Elle a connu des réussites (réhabilitation ou reconstruction d'immeubles d'habitation, amélioration du cadre de vie) mais aussi montré ses limites : la part du budget dédié à l'accompagnement social est restée très faible et c'est cet aspect "humain" que nous devons réinvestir et prioriser. Les quartiers populaires fourmillent d'initiatives et de projets portés par leurs habitants.e.s. Les acteurs publics doivent les accompagner par la mise à disposition de moyens (locaux...), un soutien renforcé aux acteurs de l'éducation populaire, une valorisation et une mise en lien avec d'autres quartiers ou avec la campagne proche, contribuant ainsi à sortir de l'isolement. Les stratégies municipales de développement du logement social devront également viser à une plus grande mixité.

2) La nécessité de redonner de vrais moyens d'action aux collectivités et à leurs habitants.e.s

Afin de lutter contre ces inégalités territoriales, sociales et environnementales, les collectivités locales constituent un levier puissant pour incarner concrètement la transition écologique et sociale.

a- Rééquilibrer la relation entre Etat et collectivités locales

La décentralisation n'est pas encore une réalité aujourd'hui. La prédominance de l'Etat central a un effet direct sur la faible autonomie des territoires et leur incapacité à investir

durablement dans des services publics de qualité adaptés aux problématiques des usagers. Nous avons assisté progressivement à une véritable recentralisation des pouvoirs.

Or, les collectivités locales ont un rôle essentiel, notamment pour l'investissement et la relance verte (70 % de la commande publique). Sur de nombreux territoires se développent des initiatives et des démarches citoyennes qui portent la nécessaire transition écologique de nos modes de vie.

Le renforcement des pouvoirs des collectivités ne pourra être effectif sans une remise en cause profonde du système français jacobin et de la logique néolibérale :

- Mettre fin à la contractualisation de l'austérité ("contrats de maîtrise de la dépense") et sortir du dogme de réduction des dépenses.
- Renforcer la péréquation verticale, assurée par les dotations de l'État aux collectivités. Cela passe par une augmentation de la part de dotation globale de fonctionnement (DGF) consacrée à la péréquation et une hausse de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation de solidarité rurale.
- Source d'inégalités, autant entre contribuables qu'entre collectivités, l'impôt local est devenu un système vicié : obsolète, complexe, opaque et incohérent. Une remise à plat est indispensable, à travers des assises de la fiscalité locale.

b- Une organisation plus lisible, souple et efficace de l'action locale

L'achèvement du processus de décentralisation suppose des modifications dans l'organisation politique des pouvoirs :

- Une réévaluation et une remise à plat de la répartition des compétences entre les niveaux de collectivité, en renforçant le principe fondamental de la subsidiarité, en distinguant et répartissant les compétences relevant du stratégique de celles relevant davantage de l'opérationnel.
- L'élargissement du droit à l'expérimentation et la contractualisation entre territoires.
- Une réflexion sur la démocratisation des intercommunalités, nécessaire vu leur puissance croissante alors que leur légitimité démocratique reste faible. Elles doivent trouver leur place à côté des communes qui, malgré les transferts de compétences, restent des espaces démocratiques connus et reconnus par les Français.es.